

MODIFICATION 005

La présente modification vise à :

1.0 mettre à jour la DP;

2.0 répondre aux questions de l'industrie.

1.0 Mise à jour de la DP

1.1 Dans l'annexe A - Énoncé des travaux, chapitre 5

Supprimer :

5.2.d Exigences d'entretien au complet et remplacer par :

d. Exigences d'entretien

(1) L'entrepreneur doit fournir des services d'entretien et de nettoyage pour le Centre de services de santé, conformément aux normes de nettoyage et de désinfection de l'environnement pour les Centres de services de santé des Forces canadiennes. L'entrepreneur doit respecter la Cleaning Industry Management Standard (CIMS) pour tous les autres bâtiments et installations.

(2) L'entrepreneur doit développer et appliquer un programme de nettoyage pour garantir la conformité au CIMS.

1.2 Dans l'annexe A - Énoncé des travaux, chapitre 15

Supprimer :

15.5.a 1 i au complet et remplacer par :

i. inventorier et accepter et/ou éliminer l'équipement fourni par le gouvernement (EFG);

1.3 Au Annexe G

Supprimer: Le gestionnaire du site de l'entrepreneur

Insérer:

Resource	Qualifications minimales
Le gestionnaire du site de l'entrepreneur	Le gestionnaire du site de l'entrepreneur doit : <ul style="list-style-type: none">• Détenir un diplôme en administration des affaires, en gestion ou en génie, obtenu à l'issue d'un programme d'études suivi dans une université, un collège ou une institution équivalente agréé, ou posséder au moins dix années d'expérience en gestion de projet ou dans la gestion d'opérations similaires.

	<ul style="list-style-type: none">• Avoir géré au moins un projet de portée semblable.
--	--

1.4 Dans l'annexe J - Évaluation technique, supprimer l'exigence de présentation 2.1.a au complet et remplacer par :

En environ 10 pages par chapitre, énumérez et décrivez brièvement **au moins** un besoin lié à des services de soutien auquel le soumissionnaire a répondu pour chacun des 5 chapitres clés de l'EDT, ainsi que pour 3 chapitres supplémentaires. Le même besoin peut être utilisé plus d'une fois, mais il faut présenter un document pour chaque chapitre.

Les renseignements suivants devraient être fournis :

- a) une description des services démontrant en quoi leur nature et leur portée sont semblables à celles énoncées dans les exigences de l'EDT;
- b) la valeur annuelle et totale du contrat;
- c) le nom, l'adresse et les numéros de téléphone d'une personne-ressource pour le besoin.

1.5 Dans l'annexe J - Évaluation technique, supprimer l'exigence de présentation 2.1.e au complet et remplacer par :

En environ 5 pages par chapitre de l'EDT, énumérez et décrivez brièvement **au moins** un besoin de services de soutien auquel le soumissionnaire a répondu pour chacun des 6 chapitres dont il n'a pas été question aux points 2.1.a à 2.1.d. Le même besoin peut être utilisé plus d'une fois, mais il faut présenter un document pour chaque chapitre.

Les renseignements suivants devraient être fournis :

- a) une description des services démontrant comment et pourquoi leur nature et leur portée sont semblables à celles énoncées dans les exigences de l'EDT.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.

2.0 Réponses aux questions de l'industrie

Modification à la Question n° 89

Existe-t-il un registre des immobilisations détaillant les quantités suivantes :

- séparateurs huile-eau
- climatiseurs, unités de réfrigération, etc. nécessitant des halocarbures
- postes de relevage des eaux usées
- accès aux trous d'homme
- réservoirs de stockage d'eau
- chaudières
- congélateurs-chambres
- réfrigérateurs-chambres
- réfrigérateurs d'étalage
- congélateurs-coffres
- fontaines d'eau
- laveuses
- sécheuses
- portes basculantes électriques
- portes basculantes manuelles
- ponts roulants électriques
- ponts roulants manuels
- ascenseurs
- ponts élévateurs pour véhicules
- plateformes élévatrices pour fauteuils roulants
- nombre de salles de bains dans les bâtiments M-202, M-203 et M-204
- matériel de cuisine

Réponse n° 89

Il y a 20 salles de bains dans le bâtiment M-202, 16 dans le bâtiment M-203 et 18 dans le bâtiment M-204. Pour connaître toutes les autres quantités, voir le rapport d'évaluation des conditions de construction et les listes EFG fournis par l'autorité contractante

Modification à la question 112 : Les tableaux récapitulatifs des taux mensuels figurant à l'appendice 1 (pages 191 à 203) pour chaque chapitre et le tableau des taux horaires annuels (pages 205 et 206) doivent-ils être remplis et soumis avec l'annexe I dans le cadre de la soumission financière?

Réponse 112 : Non, l'annexe I n'a pas à être remplie par le soumissionnaire. Elle sera créée à partir de la soumission financière et formera l'annexe B de la base de paiement dans le contrat. Veuillez soumettre seulement l'information requise dans la soumission financière.

Question 149 : La visite du site à la mi-juin nous a permis de constater que certaines installations n'étaient pas présentes sur la liste des installations. Est-il juste de présumer que, si ces installations ne sont PAS listées, alors le soumissionnaire ne sera pas tenu de faire leur entretien ni de fournir de services à ces installations? Si ce n'est pas le cas, quand une liste

complète des installations avec leurs dimensions et les exigences de soutien associées sera-t-elle fournie pour qu'une base d'estimation complète puisse être finalisée?

Réponse 149 : Pour la DP, l'évaluation de l'état des installations (EEI) est le document de référence. Le soumissionnaire doit fournir l'entretien et les services à toutes les installations listées dans l'énoncé des travaux.

Question 150 : Veuillez clarifier quels éléments sont fournis par le gouvernement et lesquels sont fournis par l'entrepreneur. À la page 92 dans le chapitre 4, section 5.a.(1), la ciblerie est incluse dans les éléments listés. Les cibles sont aussi incluses dans la liste de l'équipement fourni par le gouvernement (EFG). Les soumissionnaires doivent-ils supposer que tous les éléments dans la liste de l'EFG ne doivent pas être inclus dans le prix ferme du contrat?

Réponse 150 : Les éléments désignés au chapitre 4, section 5.a.(1) doivent être fournis par l'entrepreneur. Le MDN fournira des revêtements de cible et des modèles en papier. L'entrepreneur doit construire tous les cadres et supports en bois et les écrans, et monter à ses frais en tant qu'EFE les cibles et modèles fournis par le MDN.

Question 151 : Bien que la norme CIMS donne des directives sur l'organisation des services de nettoyage (procédures opérationnelles normalisées, lignes directrices pour la gestion), elle ne fournit pas les normes de nettoyage exigées. Selon la norme CIMS 3000:2018 1.1.1, il doit y avoir une portée des travaux ou un résultat des travaux propres au site et décrivant les exigences des services de nettoyage.

Veuillez préciser une portée des travaux et des normes de rendement détaillées pour cette DP pour que l'entrepreneur puisse fournir des services conformes aux normes CIMS.

Réponse 151 : L'entrepreneur doit développer et appliquer le plan de nettoyage conformément aux documents de référence pour les normes de nettoyage.

Question 152 : Le Canada peut-il fournir la carte des zones de la garnison où l'herbe doit être coupée?

Réponse 152 : Canada n'a pas de carte des zones à couper.

Question 153 : L'appel de propositions ne précise pas le volume applicable pour la remise de l'attestation d'assurance à l'annexe F. Pouvons-nous ajouter cette information au volume de la soumission financière?

Réponse 153 :

L'attestation d'assurance n'est pas requise avec la soumission.

Question 154 : Des accords sur les niveaux de service ont-ils été conclus entre l'entrepreneur actuel et le MDN pour les services de soutien en TI (p. ex. centre d'assistance)? Si c'est le cas, le Canada voudrait-il divulguer ces accords?

Réponse 154 : Il n'y a actuellement aucun accord sur les niveaux de service entre l'entrepreneur actuel et le MDN pour les services de soutien en TI.

Question 155 : Les plans d'étage des bâtiments où les entrepreneurs doivent faire l'entretien et le nettoyage peuvent-ils être fournis?

Réponse 155 : La superficie en pieds carrés des bâtiments dans la zone de la garnison se trouve dans le document d'évaluation de l'état des installations qui est disponible auprès de l'autorité contractante.

Question 156 : Assyst a-t-il une capacité de contrôle à distance, comme contrôler à distance un autre ordinateur de la même manière qu'un outil comme Bomgar ou TeamViewer?

Réponse 156 : Assyst n'a pas de capacité de contrôle à distance. Les capacités de contrôle à distance sont disponibles au moyen de Windows Remote Assistant ou Remote Desktop, selon que le client est présent ou non.

Question 157 : Veuillez expliquer comment les correctifs des systèmes d'exploitation, les correctifs de sécurité et ceux pour les logiciels des tiers (Adobe, Java, etc.) sont appliqués aux ordinateurs du MDN. Sont-ils appliqués de manière aléatoire, c'est-à-dire qu'ils s'installent automatiquement à n'importe quel moment où l'ordinateur a accès à Internet, ou sont-ils dans un « bac à sable » et testés pour détecter tout problème, puis distribués de manière contrôlée pendant la maintenance hebdomadaire des systèmes?

Réponse 157 : Tous les correctifs sont contrôlés et distribués au niveau national. L'entrepreneur n'aura pas à mettre en place un environnement d'essai.

Question 158 : La section « INSTALLATION, DÉMÉNAGEMENT, AJOUT ET CHANGEMENT (IDAC) » mentionne « 250 systèmes téléphoniques de base ». Veuillez préciser s'il s'agit de 250 commutateurs PBX ou de 250 téléphones de bureau.

Réponse 158 : 250 téléphones de bureau.

Question 159 : Quelles sont les capacités des réservoirs hors terre au bâtiment M-205 qui sont utilisés pour l'huile usée et le glycol? Y a-t-il d'autres réservoirs hors terre ou des réservoirs souterrains qui sont utilisés pour le stockage des déchets?

Réponse 159 : Le réservoir à huile usée contient 4500 l; celui à glycol usé contient 1360 l. Un réservoir de confinement des fuites est rattaché à un siphon de sol dans le bâtiment M-214. Le réservoir est vide et n'a recueilli aucun produit à ce jour puisqu'aucune fuite ayant atteint le siphon de sol ne s'est produite. Ce réservoir contient 2 290 l.

Question 160 : Quels sont les types et les durées des « cours liés à la sécurité »? Veuillez fournir un résumé des exigences de dotation et des qualifications requises, si elles sont prescrites par les normes des cours du MDN.

Réponse 160 : Conformément aux 5 exigences pour le personnel clé, décrites au chapitre Gestion et administration de l'ET, le gestionnaire de santé et de sécurité devra suivre le cours. Le MDN assumera les frais associés à tous les cours qu'il exige pour que l'entrepreneur exécute les travaux de manière sécuritaire, par exemple les cours sur la radioprotection, la sécurité en matière de munitions et les enquêtes sur les situations dangereuses.

Question 161 : Chapitre 15 - Transition d'entrée et de sortie : est-ce acceptable de donner en référence un projet pour faire valoir notre expérience en transition d'entrée et un projet différent pour faire valoir notre expérience en transition de sortie?

Réponse 161 : Il est acceptable de présenter deux projets différents pour les transitions d'entrée et de sortie.

Question 162 : Serait-il possible de recevoir une copie des plans d'étage des immeubles occupés dans la zone de la garnison?

Réponse 162 : La superficie en pieds carrés des bâtiments dans la zone de la garnison se trouve dans le document d'évaluation de l'état des installations qui est disponible auprès de l'autorité contractante.

Question 163 : Le centre d'assistance en TI doit-il être sur la base de Meaford ou peut-il être situé hors de la base?

Réponse 163 : Le centre d'assistance doit obligatoirement être dans le Centre d'instruction de la 4^e Division du Canada. Les soldats obtiennent l'autorisation d'entrer au centre d'assistance et d'en sortir. Le centre d'assistance distribue des ordinateurs portables et des appareils mobiles aux utilisateurs. Le Réseau étendu de la Défense ne permet pas d'opérations à distance à partir d'un réseau externe.

Question 164 : Voulez-vous que TOUTES les demandes de service en TI soient gérées sur place ou le MDN permettra-t-il un contrôle à distance pour répondre aux demandes des utilisateurs?

Réponse 164 : Les demandes de service en TI ne sont pas toutes faites sur place. Les capacités de contrôle à distance sont disponibles au moyen de Windows Remote Assistant ou Remote Desktop, selon que le client est présent ou non.

Question 165 : Le MDN fournit-il les outils logiciels utilisés par le centre d'assistance, par exemple le système de billets pour les demandes de service, l'accès à distance aux ordinateurs? Si oui, quels sont ces outils?

Réponse 165 : Le système de billets est Assyst. Les capacités de contrôle à distance sont

disponibles au moyen de Windows Remote Assistant ou Remote Desktop, selon que le client est présent ou non.

Question 166 : Existe-t-il des obligations de niveau de service, des accords sur les niveaux de service ou des matrices de mesure du rendement qui serviraient à évaluer les services en TI?

Réponse 166 : 95 % des appels de service reçoivent une réponse en 4 heures. Les réparations matérielles sont terminées en 8 heures ou conformément à un délai négocié avec l'autorité contractuelle.

Question 167 : Les dossiers de câblage de la compagnie de télécommunication seront-ils fournis au soumissionnaire retenu?

Réponse 167 : Oui.

Question 168 : Qui est chargé de fournir les pièces de rechange nécessaires pour réparer le matériel de TI défectueux? Par exemple, les lecteurs de disque dur dans les ordinateurs portables ou les commutateurs de réseau défectueux.

Réponse 168 : Le Canada se charge de fournir l'EFG pour la durée du cycle de vie. À propos des deux exemples en particulier :

Si un lecteur de disque dur est défectueux dans un ordinateur portable ou de bureau, il faudrait que l'entrepreneur le remplace d'abord, puis suive le processus administratif du cycle de vie dans le système d'approvisionnement du MDN.

Pour un commutateur défectueux, il faudrait contacter Services partagés Canada (à l'extérieur de Borden, dans notre cas) pour que son équipe remplace le commutateur.

Question 169 : Le Canada peut-il confirmer que l'équipement sera fourni par le gouvernement pour l'exigence du buffet de sandwichs avec service intégral? Le Canada vérifiera-t-il les quantités estimées (QE) réelles de tous les articles à quantité indéterminée (QI) pour chaque chapitre de l'ET fournies dans les documents historiques sur les QE pour 2016-2017 et 2017-2018? De plus, le Canada fournira-t-il l'historique des QE pour 2018-2019 avec les QI également vérifiées?

Réponse 169 : Oui. Le Canada confirme qu'il fournira l'équipement pour le buffet de sandwichs avec service intégral. Voir les QE déjà fournis dans le rapport historique des variations de quantité, année 12.

Question 170 : Au sujet des 5 ressources clés, dans le résumé de la rétroaction et des conclusions de la consultation de l'industrie publié le 15 avril 2019, le point 35 stipule : « Le Canada a déterminé que le gestionnaire du site de l'entrepreneur et le gestionnaire du contrôle et de l'assurance de la qualité ne peuvent pas être utilisés pour d'autres tâches. » Cependant, il a été affirmé pendant la visite au site que les 5 ressources clés ne peuvent pas cumuler les tâches. Les 5 ressources clés peuvent-elles avoir deux rôles en même temps?

Réponse 170 : Aucune des 5 ressources clés ne peut cumuler les rôles.

Question 171 : Existe-t-il des restrictions environnementales concernant l'utilisation du sel de voirie?

Réponse 171 : Oui, il existe des politiques et des restrictions provinciales et fédérales

Question 172 : Quels sont les types et les emplacements des générateurs de groupe auxiliaire de puissance (GAP)?

Réponse 172 : Tous les générateurs de GAP sont alimentés par des moteurs diesel. Les emplacements des générateurs se trouvent dans les documents d'évaluation de l'état des installations disponible auprès de l'autorité contractante.

Question 173 : Comment la pompe à incendie d'appoint à l'usine de traitement de l'eau est-elle actionnée?

Réponse 173 : La pompe à incendie d'appoint peut être actionnée automatiquement ou manuellement.

Question 174 : Quelles sont les capacités de télésurveillance et d'acquisition de données (SCADA) à : a) l'usine de traitement de l'eau; b) à l'usine de traitement des eaux usées?

Réponse 174 : Le système SCADA est conçu pour indiquer aux opérateurs le statut de tous les systèmes de l'usine de traitement de l'eau et de l'usine de traitement des eaux usées. Il leur permet de contrôler et d'automatiser ces systèmes à partir de la salle de commande des usines (surveillance de système, détection des pannes, réglage du débit, etc.). Il permet aussi la surveillance des alarmes sur place ou à distance.

Les systèmes SCADA pour l'usine de traitement de l'eau et l'usine de traitement des eaux usées sont interconnectés, donc les systèmes de l'une peuvent être contrôlés et surveillés à partir de l'autre et inversement.

Question 175 : L'équipement de laboratoire aux usines de traitement de l'eau et de traitement des eaux usées est-il fourni par le gouvernement?

Réponse 175 : Oui, cet équipement se trouve sur la liste de l'EFG disponible auprès de l'autorité contractante.

Question 176 : La vidange des toilettes portables dans l'usine de traitement des eaux usées perturbe-t-elle ou menace-t-elle l'équilibre biologique dans les bassins d'aération?

Réponse 176 : Oui, cela perturberait le système, donc l'entrepreneur doit s'y prendre autrement.

Question 177 : La section 2.b.(3)(b) du chapitre 13 de l'ET à la page 155 stipule qu'il y a 400 tonnes d'ordures annuellement jetées dans 55 bennes. Cela se trouve dans un paragraphe visant les déchets de bois et ne correspond pas à l'énoncé au chapitre 13, section 1.c.(5) à la page 153 de l'ET, qui stipule : « Au cours des 10 dernières années, 350 tonnes de déchets solides environ ont été enfouies et un total combiné de 150 tonnes ont été traitées comme des articles recyclables, du compostage, du bois et du métal. » Les 400 tonnes font-elles référence aux déchets solides ou aux déchets de bois?

Réponse 177 : La section 2.b.(3)(b) du chapitre 13 de l'ET fait référence aux déchets solides. La section 1.c.(5) du chapitre décrit les conditions actuelles, dans lesquelles le volume a diminué, mais si les fonctions opérationnelles de la base augmentent, nous devons être certains de pouvoir traiter un volume plus élevé. Les déchets de bois sont désignés par divers noms, comme bois recyclable, ordures de bois, et entre 35 à 40 tonnes en sont produites annuellement.

Question 178 : Le Canada fournira-t-il une copie de l'examen de conformité par le directeur du service des incendies (Forces canadiennes) du 18 juin 2018?

Réponse 178 : Oui, le document sera disponible auprès de l'autorité contractante.

Question 179 : Le Canada semble proposer un service d'incendie doté de personnel à temps plein capable de combattre les feux de bâtiment et les incendies d'aéronefs (SLIA).

- a) Combien de feux de bâtiment ont eu lieu dans les 20 années passées?
- b) Étant donné que la collectivité de Meaford a une population de 11 000 et ne peut pas fournir le même niveau de service à temps plein, la base n'est-elle pas préoccupée par la perception des gens, considérant que les coûts estimés dépassent 5 M\$ par année?
- c) Quelle est la fréquence des atterrissages d'hélicoptère et sont-ils toujours faits dans un lieu accessible aux services de SLIA?

Réponse 179 :

- a) Aucun.
- b) Le soumissionnaire doit présenter des propositions technique et financière détaillées dans l'appel d'offres.
- c) Il y a environ de 50 à 75 atterrissages par année à l'aérodrome et à la zone d'entraînement, qui sont accessibles aux pompiers.

Question 180 : Le Canada fournira-t-il le document sur les « normes de nettoyage et de désinfection de l'environnement pour les Centres de services de santé des Forces canadiennes », auquel il est fait référence à l'alinéa 5.2.d. de l'ET?

Réponse 180 : Oui, le document sera disponible auprès de l'autorité contractante.

Question 181 : Il a été noté pendant les deux visites des lieux que la porte latérale de la cuisine faisant face à l'ouest était maintenue ouverte par un ventilateur placé pour faire circuler l'air.

Nous supposons qu'un nouvel équipement de ventilation a été installé récemment. La porte est-elle ouverte pour une raison en particulier? Existe-t-il un problème d'équilibrage de l'air ou de capacité de climatisation?

Réponse 181 : Le ventilateur ne faisait que créer un courant d'air. La cuisine n'est pas climatisée.

Question 182 : Le Centre d'instruction de la 4^e Division du Canada a-t-il connu des infestations de pollénie du lombric ou d'autres infestations dans les 5 dernières années?

Réponse 182 : Oui, il y a eu des infestations de pollénie du lombric, de nature cyclique.

Question 183 : Le Canada peut-il donner une définition de « responsable technique »?

Réponse 183 : Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

Question 184 : Les exigences du poste de gestionnaire du site de l'entrepreneur décrites aux annexes G et J sont incohérentes. L'exigence d'« au moins quinze (15) années d'expérience de travail en tout » à l'annexe G ne concorde pas avec les exigences minimales pour le gestionnaire du site de l'entrepreneur à l'annexe J.

Nous croyons que l'exigence de l'annexe J (qui est notée) devrait être la base de l'exigence entraînant une réussite ou un échec à l'annexe G. Par conséquent, nous vous saurions gré de réviser les qualifications minimales à l'annexe G pour qu'elles correspondent à l'exigence notée à l'annexe J.

Réponse 184 : Le Canada a mis à jour les critères de l'annexe G pour qu'ils correspondent à l'annexe J.

Question 185 : L'annexe J 2.1a stipule qu'un projet (« besoin ») peut être utilisé pour démontrer l'expérience de l'entreprise dans plus d'un domaine de l'ET. Il n'est pas clair d'après l'annexe J 2.1a si un projet peut être utilisé pour démontrer l'expérience dans plusieurs chapitres de l'ET. Veuillez confirmer que, en accord avec l'annexe J 2.1a, le soumissionnaire peut remplir l'exigence de l'annexe J 1a avec un seul projet terminé, pourvu que ce projet démontre l'expérience du soumissionnaire dans la prestation de services définis dans chacun des 5 chapitres clés de l'ET.

Réponse 185 : À cause de l'importance des 5 chapitres clés, le soumissionnaire doit donner un exemple pour chacun de ces chapitres. À défaut de présenter ces exemples, la soumission sera jugée irrecevable. Le même projet peut être utilisé pour plusieurs chapitres. Veuillez identifier le chapitre et vous assurer de remplir les exigences de présentation du critère d'évaluation.

Question 186 : Veuillez préciser si les menus articles seront fournis par le gouvernement ou par l'entrepreneur.

Réponse 186 : Ces articles seront fournis par le gouvernement, comme les articles similaires sur la liste de l'EFG déjà fournie.

Question 187 : Le Canada payera-t-il le logiciel d'assurance de qualité?

Réponse 187 : Le logiciel d'assurance de qualité est en cours d'achat par le MDN. Tout logiciel pour la gestion du contrat et l'évaluation du rendement sera payé par le MDN ou les FAC.

Question 188 : Au chapitre 3, un poste budgétaire à quantité indéterminée sera-t-il ajouté pour les demandes à QI dépassant la portée des travaux, puisque la « limite de travail » concerne strictement l'entretien correctif?

Réponse 188 : Non, un poste budgétaire à QI ne sera pas ajouté. Toute demande dépassant la portée des travaux nécessitera une autorisation de tâche.

Question 189 : Veuillez définir les exigences de rendement pour les services de lessive et de nettoyage à sec au chapitre 4 et fournir des quantités estimées.

Réponse 189 : Distribuer la literie, y compris coordonner les arrangements pour la distribution initiale et le retour des draps, couvertures et oreillers, et pour l'échange et la lessive hebdomadaires des draps de tous les occupants. Il y a 3000 distributions aux nouveaux arrivants par année plus l'échange hebdomadaire de la literie des occupants qui restent plus de 7 jours.

Nettoyage à sec : Recevoir, nettoyer à sec et réparer les vêtements et l'équipement, au besoin. Récupérer et changer les vêtements et l'équipement permanents et personnels attribués. Gérer les dossiers de vêtements manuels et informatisés. Quantité estimée : 54 000 réceptions par année.

Question 190 : Aux chapitres 4, 8 et 9 : Si les fonds pour les consommables, les pièces de rechange et la location de véhicules et de taxis sont de 50 k\$, 150 k\$ et 5 k\$ respectivement, ces valeurs seront-elles à quantité variable? Et le +/- 10 % s'appliquera-t-il à ces valeurs?

Réponse 190 : Non, elles ne sont pas à quantité variable, mais à quantité fixe.

Question 191 : Au chapitre 15.5a : ce poste budgétaire se rapporte au matériel fourni par le gouvernement ou au matériel mentionné à l'alinéa 5.a(1)iii(a). L'EFG est traité au point 5.a(2)i. Nous croyons que l'alinéa 5.a(1)i devrait se lire comme suit : « Inventorier et accepter et/ou éliminer l'équipement fourni par le gouvernement (EFG) ». Veuillez confirmer.

Réponse 191 : Le poste budgétaire devrait concerner l'équipement fourni par le gouvernement (EFG). L'appel d'offres a été mis à jour.

Question 192 : Les questions et réponses servent-elles de modifications à la DP?

Réponse 192 : Les documents de questions et réponses sont publiés en tant que modifications à la DP. Les soumissionnaires devraient consulter toutes les questions et réponses lors de la préparation de leur soumission. Les modifications supplémentaires à la DP seront publiées séparément.

disponible auprès de l'autorité contractante.

Question 193 : Dans la DOAD 4007-5, il est indiqué qu'il faut une intervention 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 en cas d'incendie de matières dangereuses. Toutefois, dans la réponse à la question 140, vous avez précisé que le service d'incendie de la ville de Meaford assure l'intervention en cas d'incendie de matières dangereuses.

Cela voudrait indiquer que, conformément à la clause 4.8 de la DOAD 4007-5, l'intervention en cas d'incendie de matières dangereuses est assurée par la ville de Meaford, et qu'une entente a été conclue avec la municipalité locale qui satisfait aux exigences de la DOAD, ce qui laisse croire que l'entrepreneur n'est pas tenu de fournir une couverture 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

- a. L'entrepreneur est-il tenu de fournir du personnel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, dans la caserne de pompiers du CI 4 Div C Meaford?
- b. A-t-on pris des dispositions avec la ville de Meaford pour assurer l'intervention en cas d'incendie de matières dangereuses et, par conséquent, l'entrepreneur n'est pas tenu de fournir du personnel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 sur place au CI 4 Div C Meaford?

Réponse 193

- a. Non, l'entrepreneur n'est pas tenu de fournir du personnel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, dans la caserne de pompiers du CI 4 Div C Meaford.
- b. Oui, une entente a été conclue avec la ville de Meaford pour assurer l'intervention en cas d'incendie de matières dangereuses, comme requis en vertu de la DOAD 4007-5.

Question 194: Les rapports d'évaluation des bâtiments comprennent des informations utiles telles que la superficie, mais pas de plans d'étage. Est-il possible de transmettre aux soumissionnaires des fichiers AutoCAD ou des plans d'étage semblables à ceux qui sont affichés comme plans d'évacuation des bâtiments?

Réponse 194: Le Canada n'a pas de fichiers AutoCAD ou de plans d'étage qui peuvent être transmis aux soumissionnaires.

Question 195: L'offrant peut-il soumettre un projet exécuté par un sous-traitant si celui-ci dirige un ou plusieurs des 5 chapitres clés de l'EDT après l'attribution du contrat et possède une expérience pertinente dans ce domaine?

(exemple: si le sous-traitant X est un sous-traitant de l'offrant et dirigera les services de restauration après l'attribution du contrat, peut-il utiliser le projet «Services de restauration» du sous-traitant X pour l'expérience d'entreprise?)

Réponse 195: Non, car Canada contrat seulement avec l'entrepreneur principal. Le Canada n'acceptera que les projets pour lesquels le soumissionnaire a été directement impliqué dans les travaux.

Question 196:

Existe-t-il des restrictions à l'embauche de membres actifs des FAC actuellement employés au Centre d'instruction de la 4^e Division du Canada pour soutenir ce programme de services de soutien sur place à Meaford?

Réponse 196:

Pour ce besoin, il n'y a pas de restrictions à l'embauche de membres actifs des FAC. Cependant, le soumissionnaire devrait vérifier auprès du membre en question pour savoir s'il existe des restrictions à l'emploi en dehors des FAC.